

[Texte]

the psychological and physical torture of those who are held for interrogation in solitary confinement.

It has financed numerous court cases for assault against the police and the state. The families and dependants of convicted prisoners and detainees receive help with rent, clothing, children's schooling, books, uniforms and medical care. And the percentage or the proportion of the Canadian government's funds—amounting to \$435,000—which are to be channelled through the defence and aid fund, will go for those purposes.

Relatives are assisted to visit prisoners and the fund assists in rehabilitating detainees and prisoners on release.

The fund also has an extensive research capability. Its publications are used by United Nations organizations, governments and interested organizations. There are nine national committees around the world. It receives funds from many governments including, of course, the Government of Canada. Canada now, in fact, is one of the major donors to the International Defence and Aid Fund for Southern Africa.

Mr. David Beer will now talk about suggestions for the Canadian government.

**Mr. David Beer (Vice-President, International Defence and Aid Fund for Southern Africa (Canada)):** Thank you, Mr. Chairman.

In harmony with a number of other organizations and individuals who have already spoken to you about Canadian foreign policy in South Africa, we would like to put forward our suggestions and proposals, for the record.

First of all, we would like to commend our government on its pronouncements against apartheid. We look forward to further action in keeping with the changing demands of the situation.

• 1855

Thusly, we propose the following actions that Canada should make through the Commonwealth and the international community:

1. Call upon the South African government to give a clear undertaking to take early action to dismantle apartheid completely;
2. Increase support to the Frontline States and develop contingency plans to counter further South African destabilization measures, such as assistance to SADCC;
3. Seek agreement to support an appeal to the U.N. Security Council to adopt selective, but significant, sanctions until the

[Traduction]

défense de milliers d'autres accusés, lors de procès moins célèbres que ces derniers. Il a également permis d'attirer l'attention sur les brutalités policières et les tortures psychologiques physiques qui font partie de l'interrogatoire de ceux qui sont en réclusion.

Le Fonds a également financé quantité de procès pour voies de fait contre la police et l'État. Il secourt les familles et les personnes à charge des prisonniers reconnus coupables d'un crime et des détenus qui ont besoin d'aide pour payer leur loyer, se procurer des vêtements, payer les frais de scolarité, acheter des livres et des uniformes et se faire soigner. De la contribution totale du gouvernement canadien, une somme de 435,000\$ sera justement versée à ce Fonds de défense et d'aide des victimes.

Le Fonds aide également la famille et les parents des détenus à leur rendre visite, et il participe à la réinsertion dans la société des détenus et des prisonniers au moment de leur élargissement.

Le Fonds dispose également de services de recherche importants. Ses publications sont utilisées par les organismes des Nations Unies, par les gouvernements et par les organismes intéressés. Le Fonds international compte neuf comités nationaux et reçoit des contributions d'un grand nombre de gouvernements, y compris bien sûr le gouvernement du Canada. En fait, le Canada est aujourd'hui l'un des principaux donateurs du Fonds international de défense et d'aide pour l'Afrique australe.

M. David Beer va maintenant vous faire plusieurs recommandations.

**M. David Beer (vice-président du Fonds international de défense et d'aide pour l'Afrique australe (Canada)):** Merci, monsieur le président.

A l'instar de bon nombre d'organismes et de particuliers qui ont déjà témoigné devant vous au sujet de la politique étrangère du Canada en Afrique du Sud, j'aimerais officiellement vous faire part des propositions et des recommandations de notre organisme.

Tout d'abord, nous tenons à féliciter le gouvernement d'avoir pris position contre l'apartheid. Nous attendons de voir quelles mesures précises seront prises, compte tenu de l'évolution de la situation.

Voilà pourquoi nous estimons que le Canada devrait proposer aux pays du Commonwealth et à la communauté internationale les mesures suivantes:

1. Inviter le gouvernement de l'Afrique du sud à s'engager expressément à prendre le plus tôt possible des mesures pour supprimer totalement l'apartheid.
2. Renforcer son appui aux États limitrophes et mettre au point des plans d'urgence pour contrer toutes nouvelles mesures de déstabilisation de la part de l'Afrique du sud, et notamment, aider le SADCC.
3. Tenter de réaliser un consensus permettant d'exhorter le conseil de sécurité des Nations Unies à adopter des sanctions